

# Syrie :

## Lettre d'un ancien Ambassadeur de France à François Hollande

Diplomate de carrière de 1972 à 2009, [Pierre Charasse fut ambassadeur](#), notamment au Pakistan, en Uruguay et au Pérou, et a représenté la France dans de nombreuses instances internationales. Depuis le Mexique où, retraité, il réside, il vient d'adresser une lettre aussi ironique que cinglante à François Hollande sur la crise syrienne.

---



Mexico, le 2 septembre 2013

Monsieur le Président de la République,

Dans l'épreuve que subit actuellement l'humanité du fait de la présence d'armes chimiques en Syrie, vous avez pris la tête d'un grand mouvement mondial au nom de « *l'obligation de protéger* » les populations civiles menacées. Vous avez très bien expliqué dans votre discours du 27 août devant vos Ambassadeurs que c'était là la vocation de la France, comme elle l'a fait en Libye récemment, et qu'elle ne manquerait pas à son devoir. Votre détermination exemplaire devrait rapidement

convaincre vos partenaires européens flageolants et les opinions publiques pleutres, en France, en Grande Bretagne, aux États-Unis et partout dans le monde, du bien-fondé d'une intervention militaire chirurgicale en Syrie.

Naturellement, comme vous l'avez rappelé le 27 août, « *l'obligation de protéger* » s'inscrit dans une démarche très réglementée par les Nations Unies et incombe en premier lieu aux États concernés : protéger leur propre population. En cas de défaillance de leur part, c'est au Conseil de Sécurité qu'il appartient de décider des modalités de mise en œuvre de ce principe. Sous votre conduite, la France s'honorera si elle fait respecter à la lettre cette avancée importante du droit international. Je suis sûr que le Président Poutine sera sensible à vos arguments tout comme le Président Xi Jinping et qu'ils ne feront pas obstacle à vos projets en opposant un veto au Conseil de Sécurité. Peu importe que l'objectif final soit encore un peu flou, ce qui compte c'est la défense énergique de principes clairs.

De même, je suis sûr que d'autres pays suivront la France dans son intention de livrer des armes aux rebelles syriens, malgré les risques que cela comporte. M. Laurent Fabius, ministre des Affaires Étrangères, a annoncé qu'il exigerait des destinataires des armes françaises qu'ils signent un « **certificat d'utilisateur final** [sic !] ». Avec une telle fermeté nous aurons l'assurance que nos armes ne tomberont pas entre les mains des combattants djihadistes du Front Al Nusra-Al Qaeda, qui font partie de la Coalition rebelle (encore très hétéroclite mais que vous avez le mérite de vouloir unifier, bon courage !) et ne se retourneront pas contre les pays occidentaux qui les ont aidé ou leurs rivaux au sein de la Coalition, voire des populations civiles.

Nous voilà rassurés. Al Qaeda devrait comprendre le message fort que vous lui envoyez. Il est important de bien expliquer que notre ennemi reste le Terrorisme International, même si de temps en temps il faut se montrer pragmatique, comme disent nos amis anglo-saxons, et tendre la main à ceux qui veulent notre perte. Ceux-ci ne devraient pas être insensibles à nos gestes amicaux. Vos services devraient pouvoir sans peine démentir l'information diffusée par l'agence *Associated Press* selon laquelle des armes chimiques livrées par notre allié l'Arabie Saoudite (le Prince Bandar Bin Sultan, chef des services saoudiens de renseignement) au Front Al Nusra-Al Qaeda auraient été manipulées maladroitement par ces apprentis-sorciers.

Une fois ce point éclairci vous aurez les mains libres pour agir sur la base des informations fournies par les États-Unis et Israël qui ont toute votre confiance. Toutefois il ne serait pas inutile d'éviter que se reproduise le scénario de 2003 aux Nations Unies lorsque Colin Powell a exhibé des photos truquées et un flacon de poudre de perlimpinpin comme preuves irréfutables de la présence d'armes de destruction massive en Irak ! Principe de précaution élémentaire. On vous fait confiance, c'est la crédibilité de la France qui est en jeu.

Quand aux objectifs militaires de cette opération, il paraît évident qu'ils doivent être en priorité de détruire par des moyens aériens les dépôts d'armes chimiques sans les faire exploser au nez de la population civile, ce qui serait un véritable désastre, et de neutraliser tous les engins qui permettent leur utilisation (missiles, chars, lance-roquettes etc.), sans mettre en péril la vie de nos soldats sur un terrain

incertain. Si les Américains ont du mal à identifier les cibles, les services français de renseignement se feront un plaisir de leur fournir toutes les informations dont ils disposent, de telle sorte que l'opération soit courte et cinglante et que grâce à vous les armes chimiques soient définitivement éradiquées de la planète.

Les populations que nous allons protéger auront un prix à payer pour le service rendu et doivent accepter d'avance les quelques centaines ou milliers de morts que peuvent provoquer les effets collatéraux de cette opération et leurs conséquences en cascade. Mais c'est pour leur bien. Si vous prenez la tête de la manœuvre à la place de vos collègues Obama et Cameron, qui semblent rétropédaler avant même que le coup d'envoi ait été donné, Bashar Al Assad comprendra très vite à qui il a affaire. L'Occident ne doit pas de mollir, ce serait un mauvais signal au reste du monde, on compte sur vous pour tenir la barre fermement.

Lorsque cette mission humanitaire sera terminée et que Bashar Al Assad aura fait amende honorable après la tripotée qu'on va lui mettre tout en le laissant au pouvoir, vous aurez la satisfaction d'avoir contribué à appliquer en Syrie la théorie du « *chaos constructif* » élaborée par des « *think tanks* » américains à l'époque de George Bush, en espérant que les grandes entreprises américaines, principales bénéficiaires du chaos, auront la bonté de laisser aux entreprises françaises la possibilité de tirer quelques avantages du désordre institutionnalisé qui a désormais vocation à se substituer à des États forts comme c'est le cas en Irak ou en Libye. Quelques contrats pétroliers feraient bien l'affaire de nos grands groupes.

Après cette victoire pratiquement acquise d'avance, il vous appartiendra de porter ailleurs le message humanitaire universel de la France. Les crises sont nombreuses dans le monde, la liste des dictateurs sanguinaires est longue, et des millions d'hommes, de femmes et d'enfants attendent avec joie que la France puisse les protéger comme elle s'en est donnée la mission. On pense toujours à l'Afrique qui arrive au premier rang de nos préoccupations. Mais il y a le feu dans de nombreuses régions du monde. Une intervention humanitaire en Palestine serait la bienvenue, vous y songez certainement.

Au Mexique, on estime à 70 000 les morts provoqués par la violence des groupes criminels et des forces de sécurité et 26 000 disparus durant de sexennat du Président Calderón (2006-2012). Après la première année du mandat du Président Peña Nieto, on dénombre déjà 13 000 morts. En toute logique avec de tels chiffres la population civile mexicaine devrait être éligible aux bénéfices du programme « *obligation de protéger* » concocté par la « *communauté internationale* », même si celle-ci se réduit aujourd'hui à la France seule. Au point où nous en sommes, il faut bien qu'un pays se dévoue pour être l'avant-garde agissante d'une communauté internationale amorphe et irresponsable, « *ensemble gazeux et incertain* » comme a dit Hubert Védrine à propos de l'Union Européenne. Mieux vaut être seul que mal accompagné. S'agissant du Mexique, on pourra tirer les leçons de l'intervention militaire française de 1862 et ne pas répéter l'erreur qui a conduit à la déconfiture les armées de Napoléon III : déclencher des opérations militaires injustifiées et lointaines qui dépassent nos forces.

Pour cela il faudra, mais vous l'avez évidemment prévu, programmer davantage de moyens budgétaires, par exemple pour la construction de nouveaux porte-avions

nucléaires, les avions et missiles qui vont avec. Le « Charles DeGaulle » rend de brillants services lorsqu'il n'est pas immobilisé dans nos arsenaux pour de trop longues périodes de révision, mais il aura du mal à répondre seul à toutes les demandes d'intervention surtout lorsqu'il devra croiser dans des mers lointaines, exotiques et dangereuses. Je suis sûr que vous saurez persuader nos compatriotes que dans les circonstances actuelles, le monde occidental, pour poursuivre sa mission civilisatrice, pilier de la globalisation, devra s'en donner les moyens budgétaires.

On se souvient des contraintes qui ont empêché les forces françaises de frapper encore plus massivement la Libye. Leurs stocks de missiles se sont rapidement épuisés et le budget de la Défense n'avait pas prévu que l'abominable Khadafi, pourtant ami intime de votre prédécesseur, serait aussi peu sensible à nos problèmes budgétaires en opposant une résistance aussi farouche qu'inutile. La population, si elle est bien informée, acceptera certainement de bon gré l'augmentation des impôts et les coupes dans les dépenses publiques, notamment sociales, comme les bourses scolaires pour les Français de l'étranger, ainsi que la réduction des moyens du réseau diplomatique, consulaire, éducatif et culturel français dans le monde si c'est le prix à payer pour que la France garde son statut de grande puissance mondiale. Tout est question de pédagogie.

Monsieur le Président, vous n'êtes pas sans savoir que nos amis et alliés américains n'ont pas toujours une très bonne image dans le monde. La France, avec les présidents DeGaulle, Mitterrand et Chirac, a joui d'un grand prestige international, justement parce ce qu'elle parlait d'une voix différente de celle de ses alliés occidentaux. Le président Sarkozy a mis fin à cette tradition diplomatique, pensant que la France avait tout intérêt, dans le contexte de la mondialisation et face à la montée en puissance de nouveaux acteurs, à se fondre dans « la famille occidentale » et à réintégrer l'appareil militaire de l'OTAN, c'est à dire à mettre ses forces conventionnelles sous le commandement américain.

« *O tempora! O mores!* » comme a dit Cicéron en son temps. Mais vos Ambassadeurs ont déjà du vous signaler que dans de nombreux pays la France est désormais perçue comme un relais servile de la politique américaine. Des épisodes récents, comme l'affaire Snowden avec l'interception du président Evo Morales lors de son survol de l'Europe, ont pu donner cette impression fâcheuse, mais je suis convaincu que vous n'aurez aucun mal à persuader vos interlocuteurs du monde entier que cette perception est erronée, car c'est en toute indépendance que vous avez confirmé l'ancrage de la France dans sa « famille occidentale ».

Enfin, je pense que vous avez réfléchi à la meilleure manière de protéger les populations mondiales des catastrophes humanitaires provoquées par le capitalisme mafieux et prédateur à l'origine des dernières crises économiques et financières. Il est probablement dans vos intentions de proposer à vos collègues du G7 et du G20 que vous allez rencontrer au Sommet de Saint-Pétersbourg de changer de cap pour mettre fin à l'économie-casino et à l'empire de la finance sans contrôle. L'opinion publique mondiale, les chômeurs en Grèce, au Portugal, en Espagne, en France et ailleurs, apprécieraient vraisemblablement des frappes chirurgicales sur le FMI, la Banque Centrale européenne, la City de Londres, quelques paradis fiscaux

« non-coopératifs » ou d'improbables agences de notation qui font plier les gouvernements.

Une telle cohérence dans l'application de « *l'obligation de protéger* » honorera la France et son Président. En continuant sans relâche sur cette voie et en défendant comme vous le faites le droit international et les normes fixées par les Nations Unies, il ne fait aucun doute qu'avant la fin de votre mandat vous rejoindrez votre collègue et ami Barack Obama dans le club très sélect des Prix Nobel de la Paix. Vous l'aurez bien mérité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

Pierre Charasse, Français de l'étranger, contribuable et électeur

---

## **Pierre CHARASSE**

Né en 1948

Diplomate de carrière de 1972 à 2009

A occupé différents postes dans les Ambassades de France en Union Soviétique, à Guatemala, à Cuba (1973-1983), au Mexique (1989-1993). Conseiller technique au cabinet de Claude Cheysson, ministre des Relations Extérieures et Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur (1984-86). Consul Général à Naples (1986-1989), Barcelone (1996-2000). Ambassadeur en Uruguay (1993-1996), au Pakistan (2003-2005) et au Pérou (2005-2008). Ambassadeur Itinérant chargé de la coopération Internationale contre la criminalité organisée et la corruption (2000-2003). Chef de la délégation française à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères (2000-2001), au Xème Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (2001), à la Commission des Stupéfiants (2001-2002). Secrétaire Général de la Conférence ministérielle "*Les routes de la drogue de l'Asie centrale à l'Europe*" (2003). Observateur du Gouvernement français aux 1er et 2ème "Forum Social Mondial" (Porto Alegre). Membre du Conseil des Affaires Étrangères (2008- 2009)

A effectué de nombreuses missions officielles en Europe, Asie, Afrique et Amérique latine.

Activités privées actuelles :

- Membre du Conseil d'administration de la Maison de l'Amérique Latine (Paris)
- Vice-président de l'Observatoire Géopolitique des criminalités (Paris)
- Membre-associé du Consejo Mexicano de Asuntos Internacionales-COMEXI (Mexico)